



Arrêté n° 2022- 45

**Relatif à l'autorisation de prises de vues et de son et de survol  
accordée à la société EYE & EYE PRODUCTIONS  
sur Le Grand Cul de Sac Marin classé en cœur du Parc national**

**La directrice de l'établissement public du Parc national de la Guadeloupe,**

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L.331-4-1 ;

Vu le décret n°2009-614 du 3 juin 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national de la Guadeloupe aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006, et notamment son article 16 ;

Vu le décret n°2014-48 du 21 janvier 2014 portant approbation de la charte du Parc national de la Guadeloupe, et notamment la modalité 28 de son annexe 2 relative aux modalités d'application de la réglementation dans le cœur du Parc national de la Guadeloupe ;

Vu la demande de la société **EYE & EYE PRODUCTIONS**, domiciliée au 34 rue Gilbert de Chambertrand 97110 Pointe-a-Pitre, représentée par M. Jean-François FIDELIN, exerçant les fonctions de directeur de production, pour des prises de vues dans le cadre « **de la réalisation de deux films à des fins de sensibilisation sur les milieux marins dans le cadre de la convention internationale sur les zones humides RAMSAR et le programme de l'UNESCO sur l'homme et la biosphère** ».

**Considérant** la fragilité des milieux naturels du Grand Cul de Sac Marin, l'image et le caractère du Parc national et donc la nécessité d'encadrer les prises de vues et de son réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial,

**Décide,**

**Article 1 : Autorisation**

La société **EYE & EYE PRODUCTIONS** est autorisée à survoler et réaliser des prises de vues et de son en cœur du Parc national dans les conditions cumulatives suivantes :

- 1° Absence d'utilisation de tout moyen ou chose qui est de nature à déranger les animaux ou à troubler le calme et la tranquillité des lieux ;
- 2° Absence d'évocation directe ou indirecte de pratiques, d'usages ou d'activités contraires :
  - à la réglementation en vigueur ;
  - aux objectifs de protection définis dans la charte ;
  - au caractère du Parc national ;
- 3° Signalement au public d'images ou de sons pris dans le cœur du Parc national de la Guadeloupe avec l'autorisation de l'établissement public du parc national ;
- 4° Remise à l'établissement public du Parc national d'un exemplaire des documents réalisés.
- 5° L'utilisation de ces images est limitée à l'usage énoncé dans la demande ; soit « **la réalisation de 2 films à des fins de sensibilisation sur les milieux marins** »
- 6° Le détenteur de l'autorisation devra porter un brassard « Partenaires » à récupérer sur l'un des sites d'accueil du Parc national, lors des prises de vues.



## Article 2 : Modalités de survol

Itinéraire et couloir de vol : à définir lors du survol

Le décollage et l'atterrissage devront se faire en minimisant les dégradations sur la flore et la faune du milieu.

## Article 3 : Modalités des prises de vue et de son

- Drone de type Multicoptère DJI Mavic 2 (Masse <1kg)
- Drone sous marin QYSEA V6 Expert
- Caméra HD et 4K

## Articles 4 : Période

- Les prises de vues auront lieu entre le 03/09/2022 et le 03/10/2022 de jour.

## Article 5 : Lieux

- Le Grand Cul de Sac Marin (Les Arches, Les Tubes, Transect Fajou, Passe à Colas, Bouée, Four à Chaux, Herbiers Sud, Pointe à Lambis)

## Article 6 : Clause de résiliation

Toute infraction commise dans les espaces classés en cœur du Parc national par le bénéficiaire de l'autorisation, ses prestataires et ses accompagnants, pourra conduire à la suspension ou à la résiliation de l'autorisation.

Outre les clauses du présent arrêté, le prestataire doit notamment respecter et faire respecter par ses prestataires et ses accompagnants les prescriptions relatives à la protection de la faune, de la flore, des milieux naturels et du caractère du Parc national.

## Article 7 : Poursuites

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté expose le bénéficiaire de l'autorisation à des poursuites pénales et civiles, notamment pour réparation des atteintes et préjudices causés à l'image et au caractère du parc national.

## Article 8 : Assurance

L'établissement Parc national de la Guadeloupe décline toute responsabilité en cas d'accident survenant dans le cadre des prises de vue et de son. La société EYE & EYE PRODUCTIONS prendra soin de souscrire les assurances couvrant les risques liés à cette activité.

## Article 9 : Exécution

Le chef du département « Communication, Accueil et Pédagogie », et le chef du « Pôle Marin » sont chargés de l'exécution de la présente autorisation.

## Article 10 : Publication

La présente décision sera notifiée à l'intéressé et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national de la Guadeloupe.

Fait à Saint-Claude, le 19/08/2022

*Par* La directrice, *et par délégation*

Valérie SÉNÉ

*Hugues DELANNAY*  
Le Directeur Adjoint  
Hugues DELANNAY



Publié le :

23 AOUT 2022

*Délais et voies de recours – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*